

«En 2021, avant l'arrivée des talibans, les femmes représentaient 25% de la population étudiante. Elles sont conscientes de leurs droits»



Une pluie battante tombe sur la Berne fédérale encore bercée par la pénombre matinale. Dans les bureaux, les lumières qui s'allument traversent les fenêtres, éclairent les rues. Au premier étage d'un petit bâtiment de la Bollwerk, Sima Samar, 66 ans, recouvre ses épaules d'un châle noir et bleu nuit. «Je ne savais pas qu'il y aurait une photo», s'excuse-t-elle en désignant son ensemble gris en laine. L'ancienne ministre de la Condition féminine et présidente de la Commission indépendante des droits humains en Afghanistan (AIHRC) est de passage en Suisse à l'invitation de l'association PeaceWomen Across the Globe, dont elle fait partie. Son sourire s'estompé: comment raconter l'horreur lorsqu'elle est «au-delà des mots»? Sima Samar fait remonter ses souvenirs. Hazara, femme et féministe, elle est tout ce que les talibans n'aiment pas. La dernière fois qu'elle a quitté son pays, c'était le 25 juin 2021, avant la prise de Kaboul. «Quelques jours seulement avant de voir mon pays s'écrouler.»

«Ils ne changeront pas»

Les promesses des talibans, elle n'y a jamais cru. «Ils ne changeront pas. Oui, ils ont vieilli comme tout le monde avec le temps. Mais leur attitude et leur mentalité sont restées les mêmes.» Sima Samar cultive tout de même un espoir. Car si eux n'ont pas changé, la société afghane n'a rien à voir avec celle des années 1990, épuisée par les combats internes. «En 2021, avant l'arrivée des talibans, les femmes représentaient 25% de la population étudiante. Elles sont instruites, conscientes de leurs droits et courageuses. Elles représentent aujourd'hui une réelle poche de résistance. En Afghanistan, la résistance, ce n'est pas de brandir une arme, mais simplement de marcher dans la rue sans burqa.» Et puis, aujourd'hui aussi, il y a les smartphones «qui permettent de recueillir et de documenter des

millions de violations des droits humains. Un jour les talibans auront l'obligation de rendre des comptes.»

«Mettre fin à la culture d'impunité»

Toute sa vie, elle s'est battue pour que tous rendent des comptes. Les Soviétiques, les chefs de guerre, les talibans, l'Etat afghan, la communauté internationale. Elle n'a pas toujours réussi. En 2002, elle quitte le gouvernement d'Hamid Karzai, dont elle est vice-présidente, après six mois de travail à la tête du Ministère de la condition féminine. «Mais comme je demandais que les auteurs de crimes rendent des comptes, certains seigneurs de guerre ont fait pression.» Sima Samar est poussée à la démission par les députés conservateurs qui lui reprochent ses positions modernistes. Elle restera la première femme à avoir fait partie du cabinet présidentiel.

Sans burqa, face aux talibans

SIMA SAMAR

Ancienne ministre sous Hamid Karzai puis présidente de la Commission des droits humains pour l'Afghanistan, elle se bat pour l'égalité entre femmes et hommes

CAMILLE PAGELLA
X @CamillePagella

PROFIL

Février 1957 Naissance à Jaghori dans la province de Ghazni.

1989 Création de l'Organisation Shuhada.

2002 Ministre de la Condition des femmes sous le gouvernement Karzai.

2009 Nomination au Prix Nobel de la paix (attribué à Barack Obama).

Février 2024 Publication de son livre «Mon combat pour la liberté et les droits de l'homme en Afghanistan.»

tout ce que mes frères faisaient.» En 1982, elle obtient son diplôme de médecin de l'Université de Kaboul et s'engage dans la promotion des droits humains. Avec son fils Ali, elle parcourt le pays à cheval, à dos d'âne ou à pied pour soigner les malades des régions les moins accessibles d'Afghanistan. Elle crée l'Organisation Shuhada, qui gère des cliniques, des formations pour femmes et des écoles. «La paix n'arrivera jamais sans l'égalité. Et quand je parle de paix, je ne parle pas du silence des armes. Sa définition devrait s'articuler autour de la sûreté, de la sécurité et de la dignité.»

L'Afghanistan? Un échec collectif

Sima Samar est née sur les hauts plateaux du Hazarajat, «le pays des Hazaras», dont elle fait partie. Discriminée et persécutée, la minorité est régulièrement victime d'attaques. Au début du mois de novembre, une explosion à bord d'un bus a tué 7 personnes et en a blessé 20 autres dans le quartier de Dasht-e Barchi, majoritairement peuplé par la communauté chiite hazara. «Aujourd'hui, plus personne n'est arrêté ou poursuivi pour les crimes contre les Hazaras. Leurs terres leur sont aussi confisquées et volées.»

Sima Samar souhaite des sanctions plus fortes sur les talibans et leurs biens à l'extérieur du pays, et un maintien de l'aide humanitaire. «De simples condamnations ne sont pas suffisantes. La prise du pays par les talibans est un échec collectif de la population, du gouvernement afghan mais aussi de la communauté internationale. La réponse doit être à la hauteur, et collective. Il y a beaucoup de crises en ce moment, mais abandonner mon pays à son sort est une menace pour la paix et la sécurité mondiales.»

En mai 2022, les talibans ont dissous la Commission des droits humains pour l'Afghanistan, estimant que son travail n'était «plus considéré comme nécessaire.» ■

Pendant les dix-sept années suivantes, Sima Samar prendra la tête de la Commission indépendante des droits de l'homme pour l'Afghanistan, créée à la suite des accords de Bonn. La femme se démène pour examiner, documenter et demander réparation pour les violations des droits humains perpétrées dans le pays par le passé. L'objectif était de «tenter de mettre fin à la culture d'impunité», murmure Sima Samar. Son travail acharné pour la justice fera d'elle une cible de menaces et l'obligera à se déplacer accompagnée.

Peu après le coup d'Etat soutenu par les Soviétiques en 1979, son mari, ses trois frères et une soixantaine de membres de sa famille sont arrêtés. Ils n'ont plus été revus. Jamais Sima Samar n'a arrêté de se battre. «Je suis née dans une famille polygame, j'avais deux mères. Plus jeune, je travaillais deux fois plus dur, je voulais montrer que j'étais capable de faire

Un jour, une idée

Bistronomie italienne à Bienne



FRANCESCA SERRA

En octobre dernier, la ville de Neuchâtel figurait pour la première fois dans la liste de restaurants étoilés par Michelin grâce à l'entrée dans le classement de l'établissement La Dispensa, une année seulement après l'arrivée de son nouveau chef Gerardo Metta. A 30 ans, le jeune talent dirige aussi la brigade de l'enseigne de la Tour, à Bienne, qui vient d'être nommé parmi les 50 meilleurs restaurants italiens du monde par Top Italy, guide en ligne dédié à la gastronomie italienne.

En 2014, grâce à un concours au sein de son école, Gerardo Metta quitte les Pouilles, talon de la botte italienne, pour partir à Bruxelles en tant que chef de partie au restaurant Da Mimmo. En 2017, il rentre au Sea grill d'Yves Mattagne,

deux étoiles au Michelin, où il occupe différents rôles, jusqu'à devenir chef consultant au sein du groupe, ce qui l'amène à voyager et consolider ses connaissances et sa confiance. En 2019, ironie du sort, le propriétaire rachète Da Mimmo, où Gerardo Metta avait commencé sa carrière, comme pour boucler la boucle. Seulement cinq mois après sa nomination, il y gagne une étoile, à l'âge de 26 ans.

Le jeune chef, qui a le vent en poupe, a désormais posé ses valises en Suisse. «Le fait de ne plus devoir courir après les étoiles me donne la maturité pour pouvoir me différencier», confie le jeune homme, qui signe pour la Tour une carte n'oubliant pas la tradition. Les pâtes carbonara, revisitées avec poudre de guanciale et sauce au siphon, gardent tout leur pouvoir réconfortant, alors que

le carpaccio de bœuf s'accompagne des légumes aigres-doux, d'une glace au vitello tonnato, qui reprend les ingrédients de la fameuse sauce, avec thon, anchois, câpres et mayonnaise.

Dans un décor jouant entre salon contemporain et bâtisse historique, on peut également déguster des tagliolini aux fruits de mer qui baignent dans une réduction au champagne infusée à la bergamote. Si aucune option végétarienne ne figure parmi les propositions de la carte, certains plats sont adaptés à la demande, comme l'œuf croustillant avec olives «taggiasche» et parmesan servi sans pintade, ou le risotto à la truffe sans sa réduction de bœuf braisé. ■

Restaurant de la Tour, Obergasse 33A, Bienne. Fermé dimanche et lundi. Tél. 032 322 00 64, www.delatour.ch